

Essor

Bulletin trimestriel

ECONOMIQUE

Avril - Mai - Juin 2025

RDC: une économie résiliente pendant la guerre



Essor ECONOMIQUE

Sommaire

Ce que je pense.....	3
Mukoko Samba scrute l'économie du Haut Katanga:.....	5
Pertes et manques à gagner du secteur pétrolier :	10
Minerais stratégiques:.....	11
La RDC, terre d'espoir et de résilience :	12
18 ^e Forum de l'OCDE.....	13
Réduction du manque à gagner remboursé aux Pétroliers:.....	15
Trois symboles forts de la vision du Chef de l'Etat.....	16
Droits humains contenus dans la Charte africaine :.....	18
La CEREP booste les espaces productifs de l'investissement privé...	19
Guerre de l'Est:.....	20
Première récolte de maïs au Parc agricole de Nkuadi:.....	21
300 Inspecteurs économiques	22
Embellissement de Kinshasa:.....	23
Représentativité de la Femme au sein des Institutions:.....	24
« Expo Béton 2025 ».....	25
Maroc:	27
Le Gouvernement relance le dialogue public-privé	30
LA BAD INVESTIT:.....	31
Coopération économique.RDC-Emirats :.....	32

Editeur

Ministère de l'Economie Nationale

Superviseurs

Albert KASONGO MUKONZO
Madeleine MBONGO MPASI

Directeur de Publication

Rombaut KASONGO MABIA

Rédacteur en chef adjoint

Patrick KASSONGH

Rédacteur en chef

Betty BENGAMA

Secrétaire de Rédaction

Willy KILAPI

Rédaction Centrale

Betty BENGAMA NGEBOKO
José LENDO NZAU
Willy KILAPI IWEGO
Deborah MANGILI
Patrick KASSONGH
Rombaut KASONGO MABIA
Madeleine MBONGO PASI

Photographie

Oliwel BAYE LOYINGO
Robert MATUAVENO
Hervé TSHITEYA

Design & Mise en page

Peter LASU FATAKI
Marcus KANAMBE
Glody NZITA

Contact

<https://economie.gouv.cd/>

Le film d'économie de guerre

Par Madeleine Mbongo Mpassi



Je m'imaginai la guerre, comme dans un film. Mais j'ai vu la guerre, la vraie, à la télévision. Villages et champs désertés, femmes enceintes et vieillards abandonnés. Gosses au regard perdu, déplacés d'un camp au prochain. Depuis la cité de Bunagana, depuis le 13 juin 2022.

L'autre guerre m'a été rappelée, le lundi 14 avril 2025. Rtn : briefing du Ministre Patrick Muyaya de l'information avec son collègue Daniel Mukoko Samba de l'économie nationale.

Depuis ce jour, j'ai cessé d'être une simple observatrice. Le patron des affaires économiques a montré comment chacun des Congolais se trouve impliqué dans la guerre qui nous est imposée. Le Rwanda pille nos minerais, les revend à l'étranger, mais il lui manque toujours nos francs congolais, pour nourrir nos frères qu'il a pris en otage comme creuseurs de coltan et d'or. Le Rwanda s'est emparé de nos services douaniers, postaux et aéroportuaires, mais c'est à l'Etat congolais que revient la charge de la paie mensuelle de ces employés, agents et fonctionnaires.

Au mépris de toutes les conventions internationales, le Rwanda transforme les soldats ennemis capturés en réserve de sa propre armée. Mais c'est aux Fardc de prendre la charge des femmes et enfants de ces vaillants soldats montés au front pour la défense de la patrie. Le Rwanda enrôle de force nos enfants mineurs comme chair à canon, mais c'est à l'Education nationale congolaise de composer, envoyer, récolter et corriger les copies de l'Examen d'Etat pour ses précieux adolescents, avenir de la nation.

Enfin, j'ai alors compris la colère des rebelles. Ils sont découverts comme arnaqueurs. Ils ont voulu attirer le 7 avril la clientèle de Goma vers une certaine Cadeco Bank, sans garantie de la banque centrale. Une fois publiquement dénoncés, ils traitent les dirigeants du gouvernement national d'orgueilleux. Ils ont vite oublié que c'est leur guerre qui prive le budget de l'Etat de 5% de recettes. La Cadeco en a aussi besoin, notamment pour sa recapitalisation.

Le projet économique d'une nation se doit d'être global. Cela n'a pas tardé à se faire sentir. Primo : le gouvernement annonce la réduction de 89% de sa dette envers le secteur pétrolier. Secundo : le Fmi intègre cette performance dans son appréciation. D'une part pour « la facilité élargie du crédit » et d'autre part pour « la facilité de résilience et de durabilité ». Tertio : en maître d'ouvrage de toute cette politique, le Chef de l'Etat observe, approuve, félicite et encourage la poursuite. Le secteur pétrolier est un indicateur clé dans le programme du pays avec les institutions financières internationales. Quarto et naturellement : la banque mondiale annonce le 3 juin son accord pour un financement de 1,49 milliard Us pour 4 projets, dont celui d'Inga III.

Les organismes financiers internationaux sont ainsi parties prenantes dans l'approche globale de l'essor économique du pays en termes pluriannuels. La construction d'Inga III, par exemple, va bénéficier de 250 millions Us, sur un total d'1 milliard pour son coût final.

Comme on le voit, face à la guerre menée contre le pays et son économie, la façon la plus efficace de réagir n'est pas de mener une contre-économie de la guerre. Il est plutôt question de s'engager dans une véritable guerre de l'économie. Celle-ci consiste à maîtriser les rouages d'une gestion souveraine de ce que le pays détient comme ressources naturelles.

La guerre de l'économie est donc une affaire de vision, longue et responsable. C'est au regard de cette perspective que le gouvernement se prive de tout triomphalisme sur des succès d'étapes. Nul tapage n'est produit autour des réunions hebdomadaires de la commission inter-ministérielle Ecofire (économie-finances-redressement). L'objectif est de laisser les résultats se consolider eux-mêmes sur le terrain : stabilité de la monnaie, régularité du carburant à la pompe, baisse du prix du maïs, etc. Protéger la population est un devoir régalien, pas du théâtre.

La guerre et ses bombes font du bruit, elles tuent. L'économie mène une guerre silencieuse, devant apporter vie et progrès. Ce film est alors tourné hors de toute publicité.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Economie : le VPM Mukoko Samba présente le bulletin du suivi des prix sur les marchés aux opérateurs économiques

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, a présidé, jeudi 3 mars, la réunion du Comité de suivi des prix des produits de première nécessité. Au cours de cette rencontre, le patron de l'Économie nationale a présenté, aux opérateurs économiques, le bulletin mensuel du suivi des prélèvements des prix sur les marchés.

Cette rencontre a mis autour de la table les opérateurs économiques réunis au sein de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC), tels que Premium Foods, AFRIFOOD, GEFCO, BELTEXCO, NOVA MULONDA ; la Fédération Nationale des Artisans, Petites et Moyennes Entreprises du Congo (FENAPEC) ; l'Association des consommateurs du Congo, des représentants de la Présidence de la République ainsi que certaines entreprises publiques, notamment LMC, OCC, BCECO ; la Direction Générale des Impôts (DGI) et l'OCC.

Lors de cette réunion, le bulletin du suivi des prélèvements des prix sur les marchés de Kinshasa a été soumis à l'appréciation des opérateurs économiques pour formuler leurs critiques et observations.

« Nous sommes tous conscients que depuis plusieurs années, il n'existait plus un système de collecte de prix des biens sur le marché. C'est ainsi que le ministère de l'Économie nationale vient d'introduire ce système de collecte dont la phase pilote vient d'aboutir au mois de mars. Ce bulletin montre clairement la stabilité notable des prix sauf des produits provenant de l'Est du pays. Au cours du mois de mars 2025, ce Bulletin révèle les niveaux des prix globalement stables pour les produits de première nécessité, mais toujours marquées par des disparités importantes selon le lieu de vente », a expliqué le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale.

Prenant la parole, le Représentant de la FEC a annoncé l'engagement pris par sa structure d'apporter son concours en ce qui concerne la démarche amorcée par le Ministère de l'Économie nationale dans la collecte des prix sur les marchés. Par ailleurs, il a recommandé au ministère de l'Économie nationale de définir la fréquence des descentes pour le prélèvement des prix, afin de déterminer la différence entre la collecte de données et le contrôle économique, afin de favoriser une meilleure collaboration, estimant que « la FEC s'engage à contribuer à cette étude ».

Pour sa part, John Mwenda, Directeur Général de Premium Foods, a salué l'initiative de mettre en place ce dispositif de prélèvement des prix. « C'est la première fois depuis plus de 20 ans que je vois un tel dispositif. Je félicite le Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie nationale. Je réaffirme que nous sommes prêts à travailler ensemble pour apporter des améliorations si nécessaires. Il est important que le gouvernement dispose de données fiables, car prendre des décisions sans statistiques ni chiffres, est un défi. Ce dispositif est parfait pour orienter correctement notre économie », a-t-il déclaré.

Prenant à son tour la parole, M. Farouk de AFRIFOOD a plaidé pour le respect des engagements pris par le Gouvernement vis-à-vis des opérateurs économiques pour préserver le pouvoir d'achat de la population.

Conscient que la protection du pouvoir d'achat est un combat qui ne se gagne pas en un jour, Daniel Mukoko Samba a, insisté sur l'importance des réunions régulières du Comité de suivi pour défendre les intérêts des consommateurs.

Kinshasa, le 03 avril 2025
Cellcom/ECONAT

Mukoko Samba scrute l'économie du Haut Katanga: maïs, secteur pétrolier et transformation de l'économie

(De nos envoyés spéciaux à Lubumbashi : Déborah Mangili, Glody Nzita & Oliwel Baye)

Intenses activités réalisées, du 17 au 21 avril, par le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Economie nationale, Daniel Mukoko Samba, dans la province du haut-Katanga. Cette mission, diligentée par la Première ministre, Cheffe du Gouvernement, a permis au patron de l'économie congolaise de faire le point de la situation qui prévaut dans cette partie du pays, une province dont les atouts économiques méritent une attention tout aussi particulière que suivie.

Dès l'arrivée, le mercredi 16 avril à Lubumbashi, le Vice-Premier Ministre, ministre de l'économie nationale, Daniel Mukoko Samba, a tenu une réunion avec les importateurs de maïs du groupe Umoja. Cette rencontre avait pour but de garantir une réponse rapide et efficace aux besoins alimentaires de la population congolaise, dans un contexte marqué par les défis persistants dans la chaîne d'approvisionnement en maïs.

Les échanges, qui ont réuni des représentants du groupe Umoja, notamment les sociétés TSP Logistique, HR et Africa Bull Logistics Sarl, ont permis d'identifier les principaux obstacles qui entravent la distribution régulière du maïs dans la province du Haut-Katanga.

Parmi ces défis, l'on a dénombré la logistique, la traçabilité des marchandises et la gestion des entrepôts. Ces facteurs ont été mis en exergue comme freins majeurs à une distribution fluide de ce produit vivrier.

Pour pallier ces difficultés, les intervenants ont annoncé la mobilisation d'une flotte importante de moyens logistiques. Une centaine de camions, capables de transporter chacun 1.600 sacs de 25 kg, seront dédiés au transport du maïs, avec une capacité totale prévue d'environ 500 000 sacs par mois. Deux entrepôts modernes, de 800 m² chacun, ont également été mis à disposition pour améliorer la gestion des stocks, assurant une meilleure traçabilité et un stockage optimal des denrées.

Au-delà de ces mesures concrètes, la rencontre a également abordé la possibilité de se tourner vers le marché zambien de maïs, conformément aux informations communiquées par Muhamed Yusuf, CEO d'America Bull Logistics Sarl.



Selon lui, le gouvernement zambien se montre désormais favorable à l'exportation de cette céréale vers la RDC, ce qui pourrait constituer une alternative pour renforcer l'approvisionnement national.

Le Ministre de l'Economie nationale a également profité de cette occasion pour souligner l'importance de développer la production locale. « C'est que j'attends de vous, car c'est cela qui va réellement répondre aux besoins de la population congolaise », a-t-il déclaré avec conviction.

Daniel Mukoko Samba a insisté sur le rôle clé que jouent les entreprises dans la stabilisation du marché et la sécurité alimentaire, tout en assurant un accompagnement du Gouvernement pour soutenir ces efforts.

Les représentants du groupe d'importateurs ont, à cet effet, exprimé leur engagement ferme à travailler de concert avec l'État pour assurer la stabilité du marché du maïs en RDC.

À l'écoute des préoccupations exprimées, le Vice-Premier Ministre a réaffirmé la volonté du Gouvernement à assainir le secteur pétrolier.



Le VPM, Ministre de l'ECONAT à l'écoute des opérateurs économiques du Haut-Katanga (Ph. ECONAT)

A l'écoute des acteurs du secteur pétrolier

Après les importateurs de maïs, place aux acteurs du secteur pétrolier. Le Vice-Premier Ministre, Daniel Mukoko Samba, a rencontré, le jeudi 17 avril 2025 à Lubumbashi, les pétroliers du Haut-Katanga.

Les pétroliers, représentés par Joseph Twite Maloba, gérant de United Petroleum et président de la Commission des hydrocarbures de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) Katanga, ont exposé les principales formes de délinquance économique rencontrées dans ce secteur : la délinquance dans la fixation des prix, l'exercice illégal de la profession par des acteurs non qualifiés, ainsi que les avantages fiscaux et exonérations accordés de manière abusive. Ces pratiques illicites, font perdre à la République près de 71 % de ses revenus potentiels dans ce secteur stratégique.

L'état des lieux dressé par M. Twite Maloba révèle également que dans la province du Haut-Katanga, 115 sociétés importent des produits pétroliers, mais seules 35 d'entre elles sont réellement encadrées par la FEC, soulignant ainsi un manque de contrôle et de régulation dans le secteur.

« Vous pouvez compter sur moi pour la prise en charge de vos différentes doléances », a-t-il déclaré, soulignant l'importance d'éviter toute accumulation de pertes et manques à gagner pour l'État.

Visite à la Division Provinciale du Ministère de l'Économie du Haut-Katanga.

Sa mission de travail dans la province du Haut-Katanga, a conduit Daniel Mukoko Samba s'est rendu, le vendredi 18 avril 2025, auprès des agents de son Ministère afin de s'imprégner de leurs conditions de travail, d'identifier les difficultés rencontrées sur le terrain et de recueillir leurs doléances en vue d'améliorer le fonctionnement de la Division Provinciale.

Accompagné du Chef de la Division Provinciale du Ministère de l'Économie du Haut-Katanga, Gérard Kayembe wa Kayembe, le Vice-Premier Ministre a visité les locaux et les bureaux de la Division, puis a échangé avec les agents présents. Cette visite, a permis de se rendre compte de l'état de l'ensemble des locaux pour s'assurer des conditions de travail des agents.



Séance de travail avec les agents de la Division Provinciale ECONAT du Haut Katanga (Ph. ECONAT)

Ces derniers ont exprimé plusieurs doléances, notamment la nécessité d'une mise à niveau en formation pour s'adapter aux évolutions, le manque d'équipements informatiques adaptés, ainsi que la vétusté des locaux.

Les agents ont également soumis au patron de l'économie, le projet de construction d'un bâtiment neuf comprenant quatre bureaux et une salle de réunion, afin d'améliorer leurs conditions de travail.

Parmi les autres difficultés soulevées figurent le problème d'itinérance et de mobilité indispensables pour une identification précise des problèmes économiques de la province, ainsi que les contraintes liées au manque de frais de fonctionnement et de rétrocession.

Le Coordonnateur provincial de la Commission Nationale de la Concurrence (CONAC) a également présenté ses difficultés au Vice-Premier Ministre entre autres : le manque de ressources opérationnelles, la nécessité de formations pour les Opérateurs de Police Judiciaire (OPJ) afin de mieux établir les infractions, ainsi que le besoin de sensibilisation des opérateurs économiques aux missions de la CONAC. La non-mécanisation des agents a été aussi soulignée comme un obstacle à l'efficacité.

Bientôt Talo au Katanga

Après avoir entendu l'ensemble de ces préoccupations, le Vice-Premier Ministre a rappelé que cette visite visait à assurer le bon fonctionnement des services en province, en particulier dans une région aussi stratégique que le Haut-Katanga, la plus exposée aux enjeux économiques mondiaux. Il a promis une réponse rapide à leurs doléances afin de renforcer leur capacité opérationnelle.

Enfin, le Vice-Premier Ministre, Daniel Mukoko Samba a présenté l'application TALO aux agents de la Division Provinciale, un outil destiné à moderniser la collecte de données. « Le Haut-Katanga est la première province dans laquelle l'application TALO sera déployée », a-t-il indiqué, soulignant que cette initiative facilitera le prélèvement des données et statistiques mensuelles.

Cette visite du Vice-premier Ministre illustre sa volonté de renforcer la proximité avec les agents de terrain, et le souci d'améliorer la gestion administrative et économique de cette région.

A Kasenga, la ferme Terra Nova expose ses contraintes

Poursuivant son périple, c'est sous la pluie du samedi 19 avril que le Vice-Premier Ministre, Daniel Mukoko Samba, a visité des sites agricoles dans le territoire de Kipushi et un entrepôt de maïs à Lubumbashi, dans le Haut-Katanga. Son objectif : s'imprégner des réalités et des défis auxquels font face les producteurs locaux de maïs. La tournée l'a conduit dans le territoire de Kipushi, où il a visité plusieurs sites agricoles et un entrepôt de stockage de maïs.



À la ferme agricole de Terra dans le Haut-Katanga

La première étape de cette visite a été la ferme agricole de Terra, appartenant à la société African Milling Company Congo, située dans le territoire de Kasenga. Daniel Mukoko Samba a été impressionné par des installations agricoles modernes équipées de technologies de pointe, telles que des moissonneuses satellitaires permettant de mesurer avec précision, la surface récoltée et des tracteurs couvrant jusqu'à 1.032 hectares. Lors de cette étape, Rahim Dhrolia, le Directeur Général de la société, a exposé les principaux défis rencontrés.

Rahim Dhrolia a souligné que les contraintes fiscales, notamment la taxe FFN, constituent un obstacle majeur pour le secteur. Il a également insisté sur l'urgence d'achever l'importation des intrants agricoles avant la fin novembre, afin de respecter le calendrier de production et maximiser la récolte locale. Malgré ces contraintes, la société prévoit une production comprise entre 8 et 9 tonnes par hectare cette année, grâce à l'utilisation de variétés de semences innovantes et d'un équipement performant.

Récolte prometteuse le Vice-Premier Ministre s'est ensuite rendu dans la ferme de Go Congo, située dans le village de Malambwe.

Cette exploitation, regroupant plusieurs activités agricoles et d'élevage bovin, a été l'occasion d'échanges avec l'administrateur, Charles Bigabwa. Celui-ci a mis en lumière l'absence du code agricole dans le secteur, ainsi que la taxation de 2 millions de dollars imposée par la DGRAD qui rendent les produits locaux plus coûteux que ceux importés. Ces éléments freinent la réduction de la dépendance aux importations, notamment en farine de maïs. Malgré ces difficultés, Charles Bigabwa a assuré que la récolte de cette année s'annonce abondante grâce à une organisation efficace.

Il a également souligné que la visite du Vice-Premier Ministre a permis de prendre conscience des enjeux et de rassurer les producteurs quant à la stabilité des prix. « *Nous sommes confiants que la récolte sera bonne* », a-t-il déclaré avec optimisme.

En somme, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, a expliqué que ces visites visaient à mieux évaluer le niveau des risques et les problèmes rencontrés, ainsi qu'à comprendre les véritables enjeux de la production locale de maïs. L'objectif étant que le gouvernement puisse intervenir de manière appropriée.

Daniel Mukoko Samba a parcouru les 2.000 hectares de la plantation de maïs, l'élevage bovin, ainsi que les infrastructures d'hébergement des enseignants et les locaux administratifs de la société Go Congo, avant de terminer sa visite à l'entrepôt de maïs de la société Africa Bull Logistics.

Diversification de l'économie

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, a cloturé sa mission en réaffirmant l'engagement du gouvernement congolais en faveur de la diversification économique. Cette visite, axée sur le secteur industriel local, a permis de mettre en lumière le potentiel de transformation et de valorisation des ressources minières.

Le Vice-Premier Ministre s'est ensuite rendu au parc industriel Mining Engineering Services (M.E.S) à Lubumbashi, où il a visité deux usines phares : Congo Câbles Transformers (CCT) et Rainbow Katanga Sarl. Ces unités illustrent parfaitement la dynamique industrielle locale, particulièrement dans la transformation du cuivre, principale richesse de la région.

Chez Congo Câbles Transformers, il a pu constater le traitement et le stockage des bandes, barres, fils et câbles en cuivre, témoignant d'une capacité locale à produire des solutions d'alimentation électrique complètes. La visite de Rainbow Katanga Sarl, quant à elle, a permis de découvrir une industrie en pleine croissance, spécialisée dans la fabrication de détergents, savons en poudre, gels liquides et autres produits de nettoyage, ainsi que l'installation de recyclage de batteries, de déchets industriels et plastiques.



... dans l'usine Congo Câble Transformers...



... unité industrielle de stockage des fils et câbles en cuivre (Ph. ECONAT)

Ce tour d'horizon industriel a permis au Vice-Premier Ministre, ministre de l'Économie nationale d'avoir une vision globale du potentiel de la région, depuis l'exploitation minière jusqu'à la fabrication de produits finis, illustrant le dynamisme et la diversification de l'économie locale.

À l'issue de cette visite, Guy Amisi, Responsable Business Development chez M.E.S, a exprimé sa satisfaction : « C'est un honneur de recevoir la visite du Vice-Premier Ministre. Notre objectif est un développement durable, et nous comptons sur le soutien du gouvernement pour renforcer notre contribution à l'économie nationale. Nous employons près de 7 000 travailleurs et avons soumis un mémo pour accompagner cette ambition. »

Pour le Ministre de l'Économie, cette démarche s'inscrit dans une stratégie claire : transformer le modèle économique traditionnel basé sur l'exportation de matières premières en un modèle valorisant davantage les ressources minières locales. « Quand on parle du Katanga, on pense à la mine. Le modèle en place depuis l'époque coloniale consiste à extraire nos produits et à les exporter bruts. Notre objectif est de changer cette donne, en privilégiant la transformation locale pour donner plus de valeur à nos ressources », a-t-il déclaré.

Il a également souligné que le groupe MES, en intégrant l'amont et l'aval de la chaîne minière, constitue un exemple à suivre : « Ce modèle industriel, qui valorise nos réserves minières, doit inspirer tant le secteur privé que le gouvernement pour une création de valeur ajoutée durable. »

Ce déplacement officiel témoigne ainsi de la volonté du gouvernement congolais d'accompagner et de soutenir l'essor industriel du Haut-Katanga, en misant sur une transformation locale plus performante et une diversification économique essentielle pour assurer la croissance à long terme du pays.

Le message est clair : « La RDC ne doit plus se limiter à l'exportation de matières premières, mais doit s'engager résolument dans une démarche de valorisation et de transformation de ses richesses naturelles ».

En effet, non seulement la RDC regorge des richesses naturelles abondantes, mais le pays constitue aussi, par son étendue et sa nombreuse population, un grand marché pour des biens produits localement. Le meilleur débouché pour une économie nationale demeure sa clientèle intérieure.

Pertes et manques à gagner du secteur pétrolier : le FMI salue les efforts du Gouvernement congolais



Devant le VPM, Ministre de l'Économie nationale, le FMI s'est dit satisfait des avancées économiques imprimées par le Gouvernement (Ph. ECONAT)

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, s'est entretenu, mardi le 6 mai 2025, dans son cabinet, avec une délégation du Fonds Monétaire International (FMI). Cette rencontre s'était inscrite dans le cadre de la première revue du programme économique de la Facilité Elargie de Crédit, approuvée en janvier dernier par le Conseil d'Administration du FMI.

Lors de cette rencontre, les échanges ont principalement porté sur la question des pertes et manques à gagner des sociétés pétrolières, notamment leur certification du second semestre 2024.

Au cours des échanges, le ministre de l'Économie nationale a expliqué le processus engagé : « Nous avons terminé la certification pour toute l'année 2024, avec un total de pertes et manques à gagner de 31 millions de dollars, répartis de la manière suivante : 16 millions pour le premier semestre et 15.520.258,54 millions \$ US pour le second ».

En outre, il a expliqué le processus permettant d'aboutir à la certification de ces pertes et de ces manques à gagner : « Nous avons appliqué une grande rigueur dans les calculs et dans la gestion de nos ressources ».

Aussi, le Vice-Premier Ministre, Mukoko Samba a donné les détails ci-après : « En 2023, les pertes et manques à gagner s'élevaient à 288.674.000 dollars ; actuellement, ils se chiffrent à 31.564.242 dollars. Entre 2023 et 2024, nous

avons enregistré une baisse de 89% et les paiements sont quasi réguliers ».

Impact très positif sur les finances publiques

Le chef de Mission du FMI pour la RDC, Calixte Ahokposi, n'a pas caché la satisfaction de sa délégation sur les échanges avec le Ministre de l'Économie nationale : « nous sommes ici dans le cadre de la première revue du programme économique de la Facilité Elargie de Crédit, ainsi que pour le second programme de la Facilité de Résilience et de Durabilité. Notre visite a visé à discuter notamment de la gestion des prix des produits pétroliers. Nous avons observé que les pertes et manques à gagner ont sensiblement diminué ; ce qui a un impact très positif sur les finances publiques. Nous encourageons le gouvernement à poursuivre les efforts entrepris pour réduire ces pertes ».

Le chef de la mission du FMI pour la RDC ajouta ces propos : « Nous avons aussi abordé les mesures de lutte contre la vie chère, afin de comprendre leur fondement et leur perspective d'évolution. ».

Pour l'heure, le gouvernement congolais peut se prévaloir d'un satisfecit du FMI, gage de crédibilité dans un secteur souvent marqué par l'opacité.

La diminution des pertes et manques à gagner est un des indicateurs majeurs que détermine la performance à l'égard du programme avec le FMI.

Essor Economique

Minerais stratégiques : La RDC et le FMI en étroite coopération



Kizito Pakabomba, le Ministre des Mines (au centre de la photo) posant avec la délégation du FMI (Ph. Droit tiers)

Le ministre des Mines, Kizito Pakabomba Kapinga, représentant le gouvernement congolais et une délégation du Fonds Monétaire International (FMI) se sont engagés dernièrement à renforcer la coopération autour des enjeux liés à la gouvernance, à la fiscalité et à la transformation industrielle des minerais stratégiques.

Au cours d'une rencontre de presse, le membre du gouvernement congolais et les membres du FMI ont tablé sur la gouvernance du cobalt, la fiscalité et la transformation industrielle des minerais stratégiques de la République Démocratique du Congo en vue de consolider le partenariat pour une gestion responsable des ressources naturelles du pays.

« J'ai reçu une délégation du Fonds Monétaire International (FMI), conduite par M. Calixte Ahokossi, dans le cadre de la première revue du Programme Économique du Gouvernement, appuyé par la Facilité Élargie de Crédit (FEC). Nous avons convenu de renforcer la coopération autour des enjeux liés à la gouvernance, à la fiscalité et à la transformation industrielle des minerais stratégiques. Cette rencontre marque une étape importante dans la consolidation du partenariat entre la RDC et le FMI pour une gestion responsable et souveraine des ressources naturelles du pays », a déclaré le ministre des Mines.

Le ministre des Mines a réaffirmé l'engagement du Gouvernement à faire du secteur minier un pilier de développement économique et de souveraineté nationale. Il a, à cet effet, présenté les efforts en cours du gouvernement congolais pour améliorer la traçabilité, la transparence et la fiscalisation du cobalt, notamment à travers l'opérationnalisation de l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC) et le renforcement du cadre réglementaire.

Kizito Pakabomba Kapinga a précisé que « la stratégie de suspension des exportations de cobalt brut était au cœur des échanges », Il a reconnu, toutefois « les défis à surmonter et a sollicité l'appui technique du FMI pour accompagner cette transition ».

De son côté, le chef de mission du FMI, M. Calixte Ahokossi, a salué la volonté de réforme exprimée par le gouvernement congolais, rappelant que « le secteur minier joue un rôle clé dans la mobilisation des recettes publiques et dans la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale ».

La rencontre, s'est tenue en présence des représentants de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Marchés des Substances Minérales Stratégiques (ARESCOMS) et de la Cellule technique de coordination et planification minière (CTCPM), La gouvernance du cobalt, ressource stratégique pour la RDC et le monde. demeure une préoccupation importante pour la RDC qui en est le premier producteur mondial.

Willy Kilapi

La RDC, terre d'espoir et de résilience : l'appel de Mukoko Samba à la conscience africaine



Le VPM Daniel Mukoko Samba posant avec les organisateurs du Forum Crans Montana, e, avril 2025 à Casablanca (Maroc)

Devant un parterre de décideurs internationaux, de chefs d'État et de représentants d'organisations stratégiques, le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie nationale de la République Démocratique du Congo, Daniel Mukoko Samba, a porté, au nom du Président Félix-Antoine Tshisekedi, un message d'alerte, de vérité et d'espoir.

Prenant la parole à l'occasion de l'édition 2025 du Forum de Crans Montana, le haut représentant congolais a dressé un plaidoyer fort pour replacer la RDC au cœur des dynamiques de coopération mondiale. Il a dénoncé, au passage, les inerties africaines face aux drames à l'Est de la RDC, tout en traçant des perspectives ambitieuses pour l'avenir.

Un potentiel électrique et un corridor stratégique pour l'Afrique

« La RDC est une terre de l'espoir par son potentiel, ce qu'elle peut offrir au monde et ce qu'elle représente comme corridor énergétique stratégique de l'Est à l'Ouest du continent », a déclaré Mukoko Samba, soulignant le rôle géoéconomique central de son pays.

La RDC est appelée à jouer dans la transformation du continent, non seulement par la Richesse de ses ressources naturelles, minerais rares, et terres arables, mais aussi par son potentiel hydroélectrique inégalé.

La RDC peut à la fois nourrir l'Afrique, et électrifier ses industries, et redéfinissant ainsi les routes de coopération Sud-Sud.

Résilience face aux ambitions régionales déstabilisatrices

Mais derrière cette promesse, une réalité brutale : « L'élan de développement imprimé par notre pays a été brisé par les visées expansionnistes de certains voisins », a déploré le Vice-Premier Ministre, rappelant les origines géopolitiques des crises sécuritaires dans les Grands Lacs.

La CEPGL (Communauté Économique des Pays des Grands Lacs), censée bâtir un destin partagé entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, est devenue, selon lui, l'otage de logiques prédatrices au détriment de l'intégration régionale.

Mukoko Samba a surtout lancé un coup de semonce à l'Afrique politique : « Nous condamnons cette Afrique muette face aux atrocités vécues à l'Est de la RDC. » Évoquant les carnages de janvier 2025 à Goma, il a dénoncé

le silence complice et l'indifférence institutionnelle du continent. « *Il est temps d'aider le Président Tshisekedi à ramener la paix dans le Grand Kivu* », a-t-il exhorté, insistant sur le lien entre stabilité, développement, et attractivité économique.

Une main tendue aux partenaires sincères

Signe de la résilience du peuple congolais, Mukoko Samba a affirmé que la RDC poursuivra sa marche vers la souveraineté économique, en tendant la main à ceux qui veulent construire avec elle : infrastructures, agriculture, énergie, transformation minière.

« *Nous allons nous battre, nous allons résister, et nous travaillerons avec ceux qui partagent notre vision d'un développement inclusif et équitable* ».

A cette fin, ce forum de Casablanca est un appel pour une nouvelle alliance Sud-sud.

Depuis le Maroc, carrefour entre Afrique, Méditerranée et monde arabe, la voix congolaise a donc porté plus loin que les murs du forum : elle a interpellé les consciences, esquissé une nouvelle architecture de solidarité africaine, et rappelé que le destin de l'Afrique se joue en RDC, dans ses forêts, ses vallées, et son patrimoine martyrisé à l'Est de son territoire national.

Nico Minga/ECONAT

18^e Forum de l'OCDE La RDC comme acteur normatif dans la chaîne de valeur des minerais

La République Démocratique du Congo, à travers le ministère des Mines, a réaffirmé sa détermination à jouer son rôle de « pays-solution » dans le processus de transition énergétique mondiale, lors de la 18^{ème} édition du Forum de Coopération et de Développement Economique (OCDE), à Paris (France), selon un communiqué du ministère des Mines.



Une vue de Godard Motemona le Vice-Ministre aux Mines.

Paris, capitale diplomatique et économique, a vibré au rythme des débats miniers mondiaux lors du 18^{ème} Forum de l'OCDE sur les chaînes d'approvisionnement responsables en minerais. Durant trois jours, décideurs politiques, experts et acteurs industriels ont planché sur les enjeux cruciaux de la traçabilité, de la transparence et de la durabilité dans un secteur au cœur des transitions énergétiques et numériques.

Partie prenante à ces travaux, la RDC a réaffirmé son engagement pour une gouvernance minière exemplaire, axée de sur la transparence, la diligence raisonnable et la montée en gamme dans la chaîne de valeur.

Outre le Vice-Ministre des mines Godard Motemona, la République Démocratique du Congo a été représentée par le Directeur Général du CEEC (Centre d'expertise et certification), Freddy Muamba Kanyiku, et le Président du Conseil d'Administration, Dave Kalemba Nkashala.

Occasion indiquée pour le Vice-ministre des Mines de souligner l'engagement du gouvernement congolais « *à améliorer la gouvernance du secteur minier, en promouvant une exploitation de ressources minérales au travers des partenariats stratégiques gagnant-gagnant, tant au niveau sous régional, régional que global* ».



Une carrière des mines dans le Haut-Katanga (Ph. Droits tiers)

Pratiques nationales concrètes

Lors d'un panel dédié à la transparence et à la diligence raisonnable, les dirigeants du CEEC ont pu exposer les progrès concrets réalisés par la RDC, depuis l'extraction jusqu'à la certification des lots à l'exportation. Ces pratiques nationales se conforment aux standards internationaux de l'OCDE. Le Guide de diligence raisonnable, a été un point central de leur intervention, dont le respect a été saluée par de nombreux partenaires techniques et financiers.

« La traçabilité est le pilier de notre stratégie nationale contre la fraude minière et un gage de confiance essentiel pour nos partenaires internationaux », a déclaré Freddy Muamba Kanyiki.

Cette démarche proactive du CEEC s'inscrit dans une vision plus large de la République Démocratique du Congo. Celle-ci vient à positionner, la RDC non seulement comme un producteur clé, mais également comme un acteur normatif dans la chaîne de valeur mondiale des minerais, a-t-on précisé.

En clair, la République Démocratique du Congo entend faire de la maîtrise de ses chaînes d'approvisionnement un véritable levier de développement économique durable.

Willy K.

Essor

Bulletin trimestriel

ECONOMIQUE

Avril - Mai - Juin 2025

Réduction du manque à gagner remboursé aux Pétroliers: le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, félicite les prouesses du Ministre de l'Economie nationale



Depuis la baisse des prix du carburant à la pompe, en octobre 2024, des files ont disparu devant les station (Ph. Droits tiers)

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a adressé ses vives félicitations au Vice-Premier ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, pour les résultats obtenus dans la réduction du manque à gagner remboursé aux sociétés pétrolières entre 2023 et 2024.

Dans une correspondance signée par le Directeur de Cabinet du Chef de l'Etat, Antony Nkinzo, a été personnellement mandaté pour transmettre cette lettre de félicitations à son destinataire.

Datée du 14 mai 2025, la lettre exprime la satisfaction du Président Tshisekedi face à la rigueur et à la transparence de la méthodologie employée par le ministère de l'Economie. Cette approche a permis d'atteindre une baisse significative de la dette relative aux produits pétroliers, témoignant de « l'efficacité des mesures gouvernementales pour assainir et stabiliser ce secteur névralgique », lit-on dans cette lettre.

Encourageant ce membre du Gouvernement à poursuivre les efforts, le Président de la République a, selon

ce courrier, approuvé les propositions du Ministère visant à corriger progressivement le taux de charge structuré et à recouvrer les gains dus à l'État. Ces performances ont fait gagner à l'Etat congolais 250 millions de dollars, suite à la réduction des pertes et manques à gagner dans ce secteur. Jadis, le gouvernement payait aux pétroliers 380 millions. Mais le doigté et le savoir-faire du Vice-Premier ministre, Ministre de l'Economie nationale, a sensiblement réduit cette dette, passant de 380 à 23 millions de dollars, informe-t-on.

Notons par ailleurs que depuis octobre 2024, Mukoko Samba a proposé et obtenu une baisse de 13 % des prix des produits pétroliers. Dans la zone Ouest, comprenant la ville de Kinshasa, le prix de l'essence est passé de 3 340 à 2 990,49 francs congolais. Il en est de même pour le prix du gasoil, passé de 3 435 à 2 979,73 francs congolais.

Cette réduction a favorisé, depuis huit mois, une augmentation d'environ 50% de la consommation de ces produits par la population. A titre d'exemple, la société SEP a doublé sa livraison journalière dans

les stations-service, passant de 1 500 à 3 000, voire 3 500 m³. Par cette réforme, le Ministre de l'Économie Nationale ne s'est pas limité à aider le gouvernement à réaliser des économies dans le segment du remboursement des pertes et manques à gagner, mais a aussi permis ces entreprises à augmenter leurs chiffres de ventes et de gains.

Cela dit, le Vice-Premier Ministre a aussi identifié les sociétés pétrolières ayant réalisé des gains pendant la période concernée et qui devraient logiquement reverser au Trésor public la part due à l'État.

Résultats escomptés, acquis pérennisés, Daniel Muko Samba a dédié ce message de félicitations à l'ensemble du Gouvernement congolais, à la Première Ministre et à ses Collègues, membres de la commission ECOFINE du Gouvernement, pour l'implication de chacun dans la quête de ce résultat.

Patrick Kassongh



Le Chef de l'Etat, Président de la République, Félix Tshisekedi à l'ouverture de l'EXPO BÉTON 2025 (Ph. Droits Présidence)

Séjour fructueux que celui effectué, dernièrement à Lubumbashi, chef-lieu de la province du Katanga, par le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi. Coup sur coup, il a enchaîné trois symboles forts : Travaux à l'aéroport international de la Luano, lancement de la 9ème édition de l'Expo Béton et inauguration d'un hôpital de la CNSS. Un séjour marathon pour le Chef de l'État. Les infrastructures, l'économie et la santé publique ont marqué sa vision d'une RDC en pleine transformation.

Dès son arrivée dans la capitale minière du pays par l'aéroport international de la Luano, jeudi 17 avril, Félix Tshisekedi a procédé à la pose de la première pierre des travaux de réhabilitation de cette infrastructure qui vient après celle de N'djili, à Kinshasa.

Luano : Projet intègre également des éléments cruciaux pour assurer sécurité et durabilité

Financé par un partenariat public-privé, ce projet, vise à moderniser les pistes, les terminaux et les systèmes de navigation pour en faire un carrefour logistique régional. « Cette réhabilitation renforcera la connectivité du Katanga, cœur économique de la RDC, avec l'Afrique et le monde », a déclaré Félix Tshisekedi, soulignant l'importance de cette plateforme pour attirer les investisseurs étrangers.

Du côté des autorités aéroportuaires, il est compris que les travaux devraient s'achever d'ici 2027, avec un objectif de capacité passant de 500.000 à 2 millions de passagers annuels.

À les en croire, l'intérieur du terminal proposera une architecture contemporaine, une hauteur sous plafond de 20 mètres et des équipements de dernière génération. Dès la première phase, deux halls d'embarquement seront opérationnels, avec une possibilité d'extension anticipée. La modernisation ne s'arrête pas au terminal.

Il y aura également la réhabilitation complète de la piste actuelle au standard Code E, avec restauration de la chaussée, balisage neuf et signalisation conforme aux normes internationales, la construction d'une nouvelle aire de trafic capable d'accueillir jusqu'à quatre avions de Code E ou huit de Code C. L'amélioration des voies de circulation aéronautique, incluant des nouvelles voies pour fluidifier les manœuvres au sol ; un terminal de fret d'une capacité de 5.000 tonnes, pour booster les échanges commerciaux et favoriser l'intégration régionale sont prévus dans le lot des travaux.

« Nous voulons faire de la Luano une plateforme aéroportuaire moderne, sûre et performante », a affirmé l'ingénieur en chef du projet.

Le projet intègre également des éléments cruciaux pour assurer sécurité et durabilité dont la modernisation des installations ARFF, dédiées à la lutte contre les incendies d'aéronef, conformes à la catégorie 9 de l'OACI, un hangar de stockage et d'entretien pour le matériel d'assistance au sol, un bâtiment de services publics et une station d'épuration des eaux usées, pour des opérations respectueuses de l'environnement.

du Chef de l'Etat

Centre hospitalier Félix Tshisekedi

Les infrastructures routières et d'accès à l'aéroport seront elles aussi repensées : nouvelles routes, systèmes de drainage, sentiers piétonniers et stationnements pour 250 véhicules sont au programme.

« Expo Béton 2025 : Laboratoire de notre vision pour des villes modernes et durables »

Après la Loano, le Chef de l'État a lancé la 9^{ème} édition de l'Expo Béton. Un salon dédié au développement urbain, aux corridors économiques et aux Zones économiques spéciales (ZES).

Organisé sous le thème « Villes résilientes, croissance inclusive », l'événement a réuni des acteurs publics, des promoteurs immobiliers et des partenaires internationaux.

S'adressant à cette Expo, le Président de la République a affirmé que « *Expo Béton est le laboratoire de notre vision pour des villes modernes et durables* », rappelant que Lubumbashi, ville-phare de l'industrie minière, doit incarner cette transformation.

Parmi les projets phares présentés figurent la construction de logements sociaux et l'extension du corridor Lubumbashi-Kolwezi, destiné à fluidifier l'exportation des minerais.

Mais au-delà des infrastructures, Félix Tshisekedi a précisé « *Nous devons veiller à un développement harmonieux. Les corridors doivent être accompagnés d'un urbanisme maîtrisé, avec des zones résidentielles et commerciales, des services publics de qualité, des petites et moyennes entreprises, ainsi que des petites et moyennes industries, pour booster l'économie locale et créer des emplois. Une exploitation responsable de nos ressources, notamment dans les secteurs minier et agricole, est également essentielle pour garantir une chaîne de valeur profitable à nos communautés.* »

« *Expo Béton RDC, à l'image d'autres grandes initiatives, constitue une plateforme importante pour repenser notre avenir. Les échanges qui s'y tiennent sur des enjeux tels que la structuration de l'exploitation minière artisanale, la valorisation de l'agriculture familiale, ainsi que l'implication active de la jeunesse et du monde scientifique, alimentent la formulation de nos politiques publiques. Je m'engage personnellement à examiner les recommandations issues de cette 9^{ème} édition et à intégrer les plus pertinentes dans nos réformes sectorielles* », a conclu le Chef de l'Etat.

Centre hospitalier Tshisekedi Tshilombo : L'urgence sanitaire s'impose !

En clôture de sa visite, le Président de la République a inauguré le Centre hospitalier Tshisekedi Tshilombo, financé par la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Doté de 150 lits, d'unités de chirurgie moderne et de services spécialisés en maladies

professionnelles, cette infrastructure sanitaire tertiaire ultramoderne marque une avancée décisive dans l'offre de soins de santé en République Démocratique du Congo.

Le CHTT, fruit d'un travail collaboratif entre la CNSS, la société Alpha SRL, l'entreprise Congo Modern Construction et le bureau d'études Betsalel, s'étend sur une superficie bâtie de près de 13 000 m², sur une concession de plus de trois hectares.

Le CHTT est équipé d'un plateau technique de pointe qui en fait l'un des établissements les plus modernes du pays. Il abrite notamment la première IRM 1.5 Tesla sans hélium de la RDC, un scanner de 128 coupes, une mammographie numérique ainsi qu'un appareil de densitométrie osseuse inédit.

Ses laboratoires de biologie moléculaire et d'anatomopathologie sont dotés des technologies les plus récentes, tandis que le bloc opératoire est conçu pour accueillir des interventions complexes, incluant la chirurgie mini-invasive, la neurochirurgie et l'urologie. Le CHTT comprend également une unité de dialyse de dix lits, un service de dentisterie de haut standing, un centre d'ophtalmologie parmi les mieux équipés du pays, ainsi qu'un centre d'appareillage orthopédique réalisé en partenariat avec la firme allemande Ottobock.

Par ailleurs, un espace dédié à la formation en télémédecine et en e-santé appuie la volonté d'atteindre la certification ISO 9001, inscrivant l'établissement dans une dynamique d'excellence et d'innovation

C'est pourquoi, le Ministre de la Santé Publique, Hygiène et Prévoyance Sociale, le Dr Samuel Roger Kamba, a salué la vision du Chef de l'État en matière de couverture santé universelle, soulignant que « *ce centre s'inscrit dans un programme national de cinq hôpitaux tertiaires, destinés à réduire les évacuations médicales à l'étranger, qui coûtent actuellement plus de 35 millions de dollars par an à la République* ».

Le Ministre de la Santé a également insisté sur l'importance de renforcer les ressources humaines pour accompagner cette révolution médicale.

Le CHTT représente un pilier de la transformation du système de santé congolais. Accessible à toutes les couches sociales, il est appelé à devenir une référence nationale, régionale et continentale en matière de soins de santé, de formation médicale et de recherche.

Willy Kilapi

Droits humains contenus dans la Charte africaine : les Femmes de l'ECONAT en atelier



L'atelier de renforcement de capacités des femmes sur les droits en milieu professionnel (Ph. ECONAT)

Le Secrétaire Général à l'Économie Nationale, Célestin Twite Yamwembo a, au nom du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, ouvert, le mardi 17 juin 2025, à la paroisse Notre-Dame de Fatima (Kinshasa), l'atelier de renforcement des capacités des femmes et de sensibilisation sur les droits des femmes en milieu professionnel.

Cette activité était organisée par la Cellule sectorielle Genre du Ministère de l'Économie nationale, sous le thème : « Le respect des droits des femmes en milieu de travail ».

Dans son discours, le chef de l'Administration de l'Économie

nationale a exprimé sa profonde gratitude au Vice-Premier ministre, ministre de l'Économie nationale pour avoir mobilisé les moyens nécessaires en faveur de la Cellule sectorielle Genre pour l'organisation de cet atelier.

Il a, en outre, précisé que le but poursuivi par cet atelier est de fournir aux femmes et aux hommes genrés de toutes les structures du Ministère de l'Économie nationale, les outils et connaissances nécessaires pour bien appréhender les droits humains contenus dans la Charte africaine des droits de l'homme et de peuple relatif aux droits de la femme en Afrique face à sa mise en œuvre en République Démocratique du Congo.

Deborah Mangili



Une Attitude du Célestin Twite SG à l'ECONAT et de l'ADM Moïse Matembo Agée. (Ph. ECONAT)

La CEREP booste les espaces productifs de l'investissement privé



Le Coordonateur adjoint de la CEREP Martin Lukaya échangeant avec Le DG Romain Deniel

Dans le cadre de la mission nationale d'évaluation des espaces productifs, une délégation conduite par le Ministère de l'Économie Nationale s'est rendue, mardi 17 juin 2025, sur le site de la Zone Économique Spéciale (ZES) de Kin-Malebo.

Cette visite de terrain s'inscrit dans la dynamique du Gouvernement visant à accompagner les espaces productifs, à identifier les obstacles à leur fonctionnement optimal, et à proposer des solutions concrètes pour favoriser un climat attractif pour les investisseurs.

Accueillie par M. Romain Deniel, administrateur général de la ZES/Kin-Malebo, la délégation a pu s'imprégner de l'état d'avancement des travaux, des infrastructures existantes, ainsi que des dispositifs d'accueil prévus pour les entreprises. Des échanges enrichissants ont eu lieu sur les défis rencontrés, notamment en matière d'aménagement, de raccordement aux services de base, et de mise en place du guichet unique.

Les missionnaires ont également visité l'Agence des Zones Economiques Sociales de Maluku, agence pilote, le poumon et le

chef d'orchestre qui conçoit la partition, la stratégie, garantit le déploiement rapide des infrastructures, attire les investisseurs et veille à l'harmonie d'ensemble, sur la conformité. Cependant, elle présente de contraintes entre autres difficultés de fonds pour finaliser les travaux d'aménagement.

La mission a également porté un intérêt particulier sur les perspectives de création d'emplois, la valorisation de la main-d'œuvre locale et l'impact socio-économique attendu de cette zone stratégique.

Par cette démarche, le Ministère de l'Économie Nationale, réaffirme son engagement à construire un tissu productif résilient, moderne et compétitif, en soutenant des zones économiques intégrées capables de porter la relance économique de la République Démocratique du Congo. En même temps, il réitère sa volonté d'accompagner les opérateurs économiques dans leurs efforts de relance, à travers des solutions concertées. C'est ce qui explique la mission d'évaluation des espaces productifs diligentée par le Ministère de l'Économie nationale, du 11 au 24 juin 2025, à Kinshasa, sous la supervision de la Cellule de Redressement Productif (CEREP).

Outre les ZES, la mission a notamment visité les installations de CDI Bwamanda, l'entreprise NOCAFEX, la BRALIMA et BRACONGO.

Betty Bengama



Guerre de l'Est:

Daniel Mukoko exhorte la population de Mbanza-Ngungu à s'unir pour défendre l'intégrité territoriale de la RDC



Le Vice-Premier ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, a dernièrement exhorté la population de Mbanza-Ngungu à prendre conscience de la gravité de l'agression dont le pays est victime et à s'unir pour défendre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République Démocratique du Congo.

C'était à l'occasion de sa descente à Mbanza-Ngungu, chef-lieu du territoire qui porte le même nom, où il avait procédé au lancement des travaux d'asphaltage du tronçon routier reliant la Nationale n°1 au site de l'Université Kongo (UK) de Mbanza-Ngungu en sa qualité de Président du Conseil de cette alma mater.

Devant un public composé des autorités du Kongo Central, dont le gouverneur de province, Grâce Bilolo, des notables, des partisans et du monde scientifique qu'académique Daniel Mukoko Samba a rappelé que « les événements tragiques survenus à Goma, Bukavu, Bunagana, Rushuru et Masisi concernent tous les Congolais,

et compris les ressortissants de la province du Kongo Central. Aucun centimètre carré de notre pays, hérité de nos ancêtres, ne doit être cédé à quiconque », a-t-il dit.

Il a invité les habitants de Mbanza-Ngungu au nationalisme et au patriotisme, qualités essentielles pour faire échec à l'agression imposée de l'extérieur.

Notons que cette sensibilisation s'inscrit dans une dynamique de mobilisation générale pour faire face aux défis sécuritaires actuels et préserver les acquis de la Nation, mobilisation lancée officiellement par la Première ministre, Judith Suminwa Tuluka. Cette campagne de mobilisation est dénommée « Congolais Telema ».

C'est pourquoi, Daniel Mukoko Samba a saisi cette occasion pour vulgariser le message du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, qui invite les Congolais à demeurer debout face à la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC.

José Lendo

Première récolte de maïs au Parc agricole de Nkuadi: Mbuji-Mayi vit sa première indépendance agricole



Le Parc agricole de Nkuadi, situé à environ 40 kilomètres de Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province du Kasai-Oriental, a lancé, mi-mars, la récolte de 300 hectares de maïs.

Cette première récolte marque une étape importante dans le développement agricole de la région et dans la lutte contre la pénurie de maïs qui touche régulièrement les populations locales. Le maïs récolté sera transformé en farine et vendu à un prix abordable à la population, offrant ainsi une réponse à la crise alimentaire récurrente qui affecte le Kasai.

Ce projet d'agriculture a été initié l'an dernier par le gouvernement provincial du Kasai-Oriental, avec l'appui financier du gouvernement central.

« Notre souci est que cela soit transformé en farine pour permettre à tout le monde d'y avoir accès. Nous allons le conditionner en petits sacs pour les plus démunis, en sacs de 10 kilos pour les ménages moyens et en sacs de 25 kilos pour ceux qui peuvent acheter en plus grande quantité. Nous ouvrirons des points de vente où les gens pourront s'approvisionner à un prix raisonnable », a déclaré Chantal Mulanga, la ministre provinciale de l'Agriculture du Kasai-Oriental.

Selon la ministre provinciale de l'Agriculture, ce projet constitue une solution durable pour répondre à la demande croissante de maïs dans la région, une denrée de base pour les habitants du Kasai.

« Nous avons initialement prévu de cultiver 100 hectares faute de moyens. Mais lorsque le Ministre de l'Économie nationale est venu ici, il nous a

demandé produire. d'avantage aujourd'hui, nous sommes parvenus à 300 hectares. Son objectif était de rendre l'alimentation accessible à toute la population », a-t-elle expliqué.

De son côté, Michel Ndengoli, ingénieur agronome et expert en ressources naturelles au ministère de l'Économie nationale, a souligné qu'au-delà des contraintes climatiques, le rendement est plutôt satisfaisant, avec une moyenne de 4 tonnes par hectare.

« Globalement, les résultats sont bons malgré quelques contraintes relevées sur le terrain, notamment celles liées au climat. En ce qui concerne le rendement de la culture de maïs que nous avons visitée, il est assez bon, avec environ quatre tonnes par hectare », a-t-il indiqué.

Ce projet, dont le lancement a été rendu possible grâce à un financement parvenue depuis le passage du Vice-Premier ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, lors de sa tournée dans l'espace Grand-Kasai en octobre 2024 cela montre que l'engagement du gouvernement est susceptible de renforcer la production agricole locale et stimuler l'économie rurale.

l'approvisionnement du pays en maïs ne dépend pas seulement des importation, mais aussi de production locale.

Betty Bengama

300 Inspecteurs économiques en mission de vérification sur le marché



De gauche à droite, le conseiller M'Firi et le SG de l'ECONAT (Ph. ECONAT)

Un groupe de trois cents (300) nouveaux Inspecteurs économiques a achevé sa formation, lundi 23 juin à Kinshasa, à l'issue d'une session de dix jours axés sur les nouvelles techniques de contrôle économique. Cette session a été clôturée par Célestin Twite, Secrétaire général du ministère de l'Économie nationale.

Dans son discours, Célestin Twite a souligné l'enjeu stratégique de cette initiative. « *Le contrôle économique consiste à vérifier que les prix affichés et pratiqués sont conformes à la réglementation en vigueur* », a-t-il déclaré, rappelant que cette mission vise avant tout à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs et à encadrer les comportements des opérateurs économiques.

Grâce à cette vérification, le Ministère de tutelle s'efforce de protéger le pouvoir d'achat des consommateurs, tout en encadrant les opérateurs économiques.



Satisfaits à l'issue de cette formation dont les enseignements ont été orientés sur des aspects pédagogiques que techniques, les participants se sont sentis comblés et prêts à remplir leur mission.

« *Notre travail sera désormais différent, car nous avons acquis de nombreux enseignements grâce à des formateurs très expérimentés. Les résultats seront supérieurs par rapport aux années précédentes* », s'est réjoui Jiji Diansangu, Cheffe de Division à l'administration de l'Économie nationale.

Notons que lors de l'ouverture des travaux, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, Daniel Mukoko Samba, avait insisté sur la nécessité d'un contrôle rigoureux, mais équitable. « *Il ne s'agit ni d'un prétexte à l'abus, ni d'un levier de tracasserie. Le contrôle économique est un outil stratégique destiné à stabiliser les prix, protéger les consommateurs et lutter contre les pratiques anticoncurrentielles* », avait-il précisé

En octobre 2024, le ministère de l'Économie nationale avait lancé des opérations de contrôle économique. Cette initiative vise à faire respecter les mesures gouvernementales relatives à la baisse des prix des denrées de première nécessité. Une équipe prépare, à partir des rapports fournis, un contrôle systématique, en collaboration avec des Inspecteurs permanents et assignés.

Essor économique

Embellissement de Kinshasa: le ministère de l'économie nationale



Jesu-Noël Sheke, Ministre provincial du plan, de l'emploi et du tourisme, lors d'une interview avec la presse de l'ECONAT

Le ministre de l'Economie nationale veut apporter la contribution du gouvernement central à l'embellissement des espaces urbains de la ville de Kinshasa, capitale de la République Démocratique du Congo.

Le vice-ministre Mukoko Samba a reçu en séance de travail, mardi 27 mai 2025, une délégation de l'hôtel de ville de Kinshasa, composée du Ministre Provincial du Plan, Budget, Emploi et Tourisme, Jesu Noël Sheke et des délégués d'autres Ministères, notamment de l'Intérieur, du Budget et de l'Urbanisme et Habitat. de la ville-province de Kinshasa.

Les échanges entre Daniel Mukoko Samba et ses hôtes ont porté sur le projet relatif à l'identification des commerciales activités informelles sur les principaux axes et pôles structurants de la ville de Kinshasa. Le but est de parvenir à l'élaboration des plans d'aménagements spécifiques des zones commerciales qui seront convenables au plan urbanistique.

La phase pilote du projet concerne quatre zones prioritaires identifiées. Il s'agit notamment de la place Kintambo Magasin, du Rond-point des Huileries, du couloir Kimbuta (commune de N'Djili) et de la Place des évoluées, dans la commune de la Gombe.

L'opération va consister à identifier les vendeurs et marchands du secteur informel et proposer des solutions d'aménagement pour accueillir ces activités de manière ordonnée et sécuritaire. « L'informalité nuit au paysage urbain », a expliqué le Vice-Premier ministre, ministre de l'Economie nationale. Et de poursuivre : « Nous avons voulu coupler à ce processus la

normalisation du paysage urbain, avant d'ajouter que « l'agent informel qui, progressivement est formalisé, œuvre dans une cadre qui rend la ville agréable ».

Au nom du Gouverneur de la ville, Daniel Bumba, ministre provincial du Plan, Budget, Emploi et Tourisme et partagé la pertinence de, a bien accueilli ce projet. Dans la foulée, il a remercié le Vice-Premier ministre, ministre de l'Economie nationale qui porte, l'initiative du Gouvernement central. relative à la formalisation de l'économie informelle l'actuel projet "contribuer au développement et à l'équilibre du paysage urbain, en intégrant des millions des compatriotes qui exercent les activités commerciales à travers les rues, les avenues en s'intégrant mal dans le décor urbain", a-t-il présenté.

Pour Jesu Noël Sheke, « ce projet reflète le souci du Gouvernement central et celui de Kinshasa de mutualiser les efforts ». Pour l'embellissement de la ville de Kinshasa, à travers l'activité économique de formalisation de l'économie informelle, des commerçants des espaces publics urbains, le Ministère de l'Economie nationale va s'appuyer sur l'expertise locale, en sollicitant le concours des étudiants qui évoluent dans « la filière Architecture » du pays ; la jeune classe montante pétrie de talents qui pullulent les universités congolaises.

Rombaut Kasongo

Représentativité de la Femme au sein des Institutions: bilan mitigé



Thème : « Masculinité positive pour la participation politique des femmes : par les actes, non par les paroles ». Le ministère du Genre, Famille et Enfant, a organisé le mercredi 26 mars. Une journée de mobilisation nationale sur la masculinité positive en République Démocratique du Congo. Les organisateurs ont donné un caractère solennel, non seulement par le choix du thème, mais aussi et surtout par la dimension de l'événement, dans la salle de la MONUSCO, à l'Utex Africa, commune de la Gombe.

Avec un décor bien planté, des acteurs actifs et déterminés, rien n'a été laissé au hasard. La cérémonie orientait son objectif vers l'initiative concrète vers la conscientisation des hommes, décideurs du Parlement congolais et les chefs des partis politiques. Ils se sont engagés, séance tenante, à réformer la Loi électorale, en vue d'améliorer la représentativité des femmes au sein des Institutions du pays.

La RDC est engagée sur la voie de la parité et de l'égalité homme-femme. L'article 14 de la Constitution, la Loi fondamentale, ne pouvait pas être ignorée lors de cette rencontre. Tout a été bien dit et clair qu'une Loi spécifique, portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité, est nécessaire pour notre pays.

Entretemps, pour mettre en œuvre cette politique et faire avancer les droits de la femme, le Gouvernement de la République, à travers le ministère du Genre, Famille et Enfant a mis en place des mécanismes et élaboré des stratégies pour une société congolaise égalitaire.

En effet, concernant la promotion et la protection des droits de la femme, le gouvernement a visé l'amélioration du cadre juridique. Ainsi il s'imposait la révision du Code de la famille et l'adoption de la Loi portant Parité homme-femme. A ce propos jusqu'à présent, deux résultats ont été obtenus. Il s'agit de la modification de la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant le Code de la Famille et de la promulgation de la loi n°15/013 du 1^{er} août 2015 portant modalités d'application des droits de la femme et de la parité.

Notons que cette journée de mobilisation a connu la participation de la Commission Genre du Parlement, cette dernière a engagé l'initiative législative de la réforme de la Loi électorale. Cette journée a été organisée avec l'appui technique de l'ONU Femmes, en collaboration avec « Rien sans les Femmes et section Genre de la MONUSCO », Cela indique que le combat qui est initié entérine les différentes couches de la société tant au niveau national qu'international.

Willy Kilapi

« Expo Béton 2025 » La Première Ministre souligne les avantages du Corridor de Lobito



La PM Judith Suminwa lors des travaux de l'EXPO BETON en 2025 à Kolwezi (Lualaba)

À Lubumbashi, au cœur de la capitale économique du Haut-Katanga, s'est achevée le 19 avril 2025, la 9ème édition d'Expo Béton 2025, résolument tournée vers les grands corridors d'intégration régionale. Ce rendez-vous annuel a été consacré aux infrastructures, à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire en République Démocratique du Congo.

Pendant quatre jours, soit du 16 au 19 avril, les représentants des secteurs public et privé, les partenaires internationaux, universitaires ; les jeunes entrepreneurs congolais et les grands stratèges économiques nationaux se sont retrouvés autour d'un thème aussi significatif que porteur d'espoir : « *Les Corridors Sud de la RDC-SADC : projets à développer et opportunités d'affaires* ».



Gouvernement, Judith Suminwa Tuluka, a porté sa voix haut pour se féliciter de la portée économique et géopolitique d'une telle rencontre, ajoutée à la dynamique impulsée par les organisateurs.

Dans une déclaration empreinte d'assurance, en des termes simples, mais plus expressifs, elle a précisé que « *Expo Béton* » s'est imposé comme un carrefour de réflexions concrètes sur les défis du développement national ».

Le Corridor de Lobito comme axe de transformation

La rencontre a servi d'échanger sur la valorisation des Corridors sud de la RDC, en particulier celui de Lobito, présenté comme un vecteur central de croissance économique. Ce projet transfrontalier, rappelons-le, qui relie le port angolais de Lobito à Kolwezi en passant par la Zambie, bénéficie d'un regain d'intérêt depuis la signature, en 2023, d'un accord de concession entre les gouvernements angolais, congolais et zambiens, appuyés par des partenaires internationaux.

Aux yeux de la Cheffe du Gouvernement, ce Corridor s'inscrit dans une vision à long terme : « *Le Corridor de Lobito ne représente pas seulement un axe logistique. Il s'agit d'un levier de transformation économique, de désenclavement de nos provinces minières, mais aussi d'intégration régionale* ». Le tout sera couronné, selon elle, par des retombées attendues en matière de création d'emplois, d'investissement privé et de développement des zones économiques spéciales situées le long de cet axe.

La part du secteur privé à l'entrepreneuriat

L'occasion était propice pour la première ministre a présidé la cérémonie de clôture de lancer un appel explicite et pressant au secteur privé congolais et aux investisseurs étrangers; d'« *accompagner la vision du Chef de l'État et à accélérer la mise en œuvre des projets structurants* ».



La PM Judith Suminwa visitant quelques stand à Kolwezi

A la jeunesse congolaise, le plaidoyer de la cheffe de gouvernement de JST a été plus rassurant : « Vous êtes les bâtisseurs de la RDC de demain. Dans les métiers de la recherche, des infrastructures, de l'aménagement ou de la transition écologique, votre engagement est essentiel. Car, pour le Gouvernement, les jeunes constituent une force motrice du développement, alors que le pays tente d'attirer des investissements massifs dans les secteurs des transports, de l'énergie et de la construction.

Par ailleurs, Judith Suminwa a rendu hommage à l'instigateur d'Expo Béton, le sénateur Jean Bamanisa, dont elle a salué « la vision et l'engagement constant pour un développement intégré et inclusif de la République démocratique du Congo ».



Homme d'affaires et ancien gouverneur, Jean Bamanisa est à l'origine de cette plateforme lancée en 2015, qui s'est progressivement imposée comme un lieu de convergence entre la stratégie gouvernementale et les acteurs économiques et techniques du pays.

Notons qu'axée sur les Corridors de transport, cette neuvième édition d'Expo Béton a permis de faire le point sur les projets en cours et à venir dans les provinces méridionales du pays, mais aussi de consolider les partenariats régionaux, notamment avec les États membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).

Des conférences thématiques, des expositions de projets, des ateliers d'expertise et des rencontres entre entrepreneur ont rythmé ces quatre journées, dans un format tourné vers la concrétisation des investissements.

Willy Kilapi

Lire et faire lire
Essor Economique
 Votre Magazine en vos mains



Maroc: moisson abondante pour le Gouvernement congolais !



Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie Nationale lors de son exposé à la Global Growth Conference (GGC 2025), à Rabat

Du 19 au 25 mai, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, a effectué une visite officielle au Royaume du Maroc, mettant en lumière les opportunités d'investissement, le développement d'infrastructures clés et la coopération entrepreneuriale entre les deux pays, dans une démarche visant à stimuler la croissance et l'intégration régionale.

Le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale, Daniel Mukoko Samba, a participé à Rabat, le mardi 20 mai 2025 à la Global Growth Conference (GGC 2025) organisée par l'Institut Amadeus.

Lors de son intervention, le Ministre de l'Économie nationale de la République démocratique du Congo a évoqué sur la nécessité de résoudre le problème de l'enclavement de son pays. Car la souveraineté économique de la RDC passe par le développement d'infrastructures stratégiques telles que le port en eaux profondes de Banana, afin de relier efficacement l'intérieur du pays à l'océan Atlantique.

Avant pris part à cette activité la Haute Représentante du Président de la République du Sénégal Aminata Touré, le Ministre de l'Inclusion économique, de la Petite Entreprise, de l'Emploi et des Compétences du Maroc, Youness Sekkouri, le

Ministre d'État belge André Flahaut, ainsi que d'autres personnalités.

Le Vice-Premier Ministre Mukoko Samba a également rappelé le projet hydroélectrique d'Inga et le Grand Corridor Vert reliant Kivu à Kinshasa, visant à promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables. Il a en plus abordé le sujet du Corridor de Lobito, destiné à dynamiser les zones industrielles régionales, notamment par la collaboration avec l'Angola et la Zambie.

Le même mardi 20 mai, en marge de sa participation à cette Global Growth Conference, le Vice-Premier Ministre, ministre de l'Économie nationale a pu échanger avec une délégation d'acteurs économiques et d'investisseurs marocains, à l'hôtel Sofitel de Rabat.

Ces échanges ont porté sur les opportunités d'investissement en République démocratique du Congo et sur le renforcement des liens économiques entre les deux pays, notamment à travers la relance de la commission mixte RDC-Maroc.



L'échange du VPM avec une délégation d'acteurs économiques et d'investisseurs marocains, à l'hôtel Sofitel de Rabat.

Au cours de cette réunion d'échanges, le Ministre de l'Économie a salué l'engagement de certains industriels marocains dans des secteurs clés tels que la pharmacie et l'énergie, et a encouragé la poursuite de nos collaborations. En outre, la volonté de réduire les barrières administratives et juridiques a été affirmée dans le but de faciliter les investissements marocains en RDC.



Le Vice-Premier Ministre lors de son allocution de clôture à la Global Growth Conference, le 21 mai, saluant l'engagement de l'Institut Amadeus pour une réflexion active sur la croissance économique en Afrique.

Dans son allocution de clôture, le mercredi 21 mai, à la Global Growth Conference, le Vice-Premier Ministre a salué la disponibilité et la capacité de l'Institut Amadeus à réfléchir sur les enjeux de la croissance économique dans le contexte des pays africains. Il a souligné qu'il faut continuer à agir, à échanger et à apprendre les uns des autres. Il a exprimé le souhait que l'Institut Amadeus consolide ce centre de réflexion orienté vers l'action, afin de sortir des pièges qui maintiennent nos populations dans la pauvreté.

S'inspirer du modèle économique marocain

Au cours de sa tournée dans la capitale marocaine, le jeudi 22 mai, le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale a visité l'entreprise Fish Tech Maroc, située à Temara, à 12 kilomètres de Rabat.

Cette visite a illustré le potentiel de la filière aquacole marocaine, notamment la production d'aliments pour poissons. Le Vice-Premier Ministre a souligné l'importance de maîtriser la production d'alevins et d'écloseries pour renforcer la capacité piscicole de la RDC, en s'inspirant du modèle marocain.



La visite de la salle de contrôle de l'entreprise Fish Tech Maroc, située à Temara, à 12 kilomètres de Rabat.

Quittant Rabat pour Casablanca, les visites de l'Institut des Métiers de l'Aéronautique (IMA) et de Collins Aerospace ont permis au Vice-Premier Ministre d'observer le savoir-faire marocain dans la fabrication des accessoires en l'aéronautique, ce secteur est en pleine expansion dans le Maroc, grâce à une vision à long terme et à une forte synergie entre le secteur public et le secteur privé.



Le réacteur d'avion développé au sein de l'Institut des Métiers de l'Aéronautique (IMA), à Casablanca.

Le secteur aéronautique marocain, regroupe plus de 140 entreprises, il est présenté comme un modèle d'ambition et de réussite à suivre.

Poursuivant sa mission de travail au Royaume du Maroc, le jeudi 22 mai, le Vice-Premier Ministre a rencontré à Casablanca les responsables d'Al Barid Bank, l'un des acteurs majeurs de l'inclusion financière et du développement territorial au Maroc.



De gauche à droite : Mme Maria El Filadi, Directrice Générale de GIMAS; le VPM, Daniel Mukoko Samba; le Représentant de l'entreprise américaine, Collins Aerospace; et le Conseiller Nico Minga.

Les échanges ont porté sur les mécanismes de financement de l'économie, sur la création de valeur respectueuse de la dignité humaine, ainsi que sur l'importance de la formation, de la transmission du savoir et sur la pérennisation des initiatives économiques locales. La coopération avec le Maroc, notamment dans le domaine financier via des acteurs comme Al Barid Bank, constitue une étape importante pour la mise en place de mécanismes innovants de financement et de développement.



Échange du VPM, Daniel Mukoko Samba avec les responsables d'Al Barid Bank, l'un des acteurs majeurs de l'inclusion financière et du développement territorial au Maroc.

Enfin, le Vice-Premier Ministre a rencontré, le vendredi 23 mai, le Réseau Entreprendre Maroc (REM), dans l'espace Technopark à Casablanca. Cette rencontre s'inscrit dans une démarche de partage d'expériences et de renforcement de la coopération Sud-Sud.

Le Réseau Entreprendre Maroc a présenté au Vice-Premier Ministre ses actions d'accompagnement des startups et des Très Petites Entreprises (TPE). Sa mission principale consiste à soutenir, individuellement et collectivement, les porteurs de projets, avant et après le financement, à travers un accompagnement personnalisé avec des chefs d'entreprise ou un accompagnement collectif animé par des experts locaux et internationaux.

Cette rencontre a permis d'aborder la question de l'accompagnement des startups et des TPE, ainsi que le transfert d'expertises en matière de développement entrepreneurial. Le REM a exprimé sa volonté de collaborer avec la RDC pour structurer son écosystème entrepreneurial et favoriser l'émergence de projets innovants.



Visite des installations du Réseau Entreprendre Maroc (REM), dans l'espace Technopark à Casablanca.

La mission officielle du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale au Royaume du Maroc, s'est clôturée le dimanche 25 mai par la visite du port de Mohammedia, situé à 23 km au nord de Casablanca. Classé deuxième en puissance atlantique, le port de Mohammedia est un pôle stratégique pétrolier sur la côte atlantique marocaine.

Déborah Mangili



Le Gouvernement relance le dialogue public-privé



La Première Ministre Judith Suminwa Tuluka a présidé le 26 mars 2025 à Kinshasa, une réunion élargie du Comité de conjoncture économique, visant à instaurer un dialogue permanent entre Gouvernement et secteur privé pour booster le climat des affaires en RDC.

En présence de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et d'autres Associations patronales, comme la Confédération des petites et moyennes entreprises du Congo (COPEMECO), la cheffe de l'Exécutif national a réaffirmé sa volonté d'optimiser les cadres de concertation existants, malgré les défis sécuritaires à l'Est.

Cette rencontre visait ainsi à instaurer un cadre permanent de concertation entre les pouvoirs publics et les acteurs économiques, en vue d'améliorer le climat des affaires et d'attirer les investissements.

« Cette initiative répond à une directive du Chef de l'État, qui a souligné la nécessité d'un dialogue structuré pour transformer durablement l'environnement économique », a expliqué Daniel Mukoko Samba, vice-Premier, ministre chargé de l'Économie nationale.

Malgré les réformes engagées en matière fiscale et d'investissements, la RDC peine encore à convaincre les opérateurs nationaux et internationaux, souvent découragés par des procédures bureaucratiques et des défis sécuritaires. Le Gouvernement a salué la résilience de l'économie nationale malgré l'occupation illégale d'une partie de l'Est du pays par le M23, soutenu par le Rwanda. « Cette crise a provoqué une

hémorragie de recettes publiques, mais les équilibres macroéconomiques restent stables », a articulé Mukoko Samba, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale interrogé par la presse à l'issue de cette réunion.

En outre, Daniel Mukoko Samba a reconnu les limites des capacités d'action immédiate de l'État dans les zones touchées. Plutôt que de multiplier les instances, l'Exécutif national mise sur l'optimisation des mécanismes de dialogue déjà en place, comme le Cadre permanent de concertation économique (CPCE), institué par décret en 2001. Des groupes thématiques sectoriels au ministère du Plan permettent également des échanges ciblés entre ministres, secteur privé et partenaires techniques.

« L'objectif est de fluidifier les échanges et d'accélérer la prise de décision », a insisté le porte-parole du Comité. En dépit des défis sécuritaires et réglementaires, le Gouvernement réaffirme que le pays attire toujours les investisseurs, séduits par son potentiel minier, agricole et énergétique. « Des projets sont en cours dans divers secteurs. Ce dialogue renforcé avec le privé permettra de lever les derniers freins », a conclu Daniel Mukoko Samba, soulignant la présence massive des patrons d'économie mixte privée lors de cette réunion.

Une feuille de route concrète est mise en route, avec un enjeu de taille : transformer les promesses en actions pour que la République Démocratique du Congo passe enfin du statut de « terre de potentiel » à celui de « terre de résultats ».

LA BAD INVESTIT: 225 milliards de dollars mobilisés



Le président de la BAD lors des échanges avec la presse à Abidjan. (Ph. droits tiers).

La Banque Africaine de Développement (BAD) a annoncé avoir mobilisé la somme de 225 milliards de dollars américains d'investissements pour le continent africain.

Cette annonce a été faite ce lundi 26 mai, par son président sortant, le Nigérian Akinwumi Adesina, lors d'un échange avec la presse à Abidjan, en marge de la 51^{ème} session des assemblées annuelles de l'institution financière continentale.

M. Adesina a insisté sur la dimension cruciale de la vision dans la mobilisation de telles ressources. « *La chose la plus importante pour la mobilisation des ressources, c'est la vision. On va vous demander : qu'allez-vous faire de ces ressources et là, on regarde comment vous aviez géré avant* », a-t-il expliqué.

Il a précisé que ces fonds avaient été levés dans le cadre du Forum d'investissement pour l'Afrique, soulignant l'importance de la confiance des investisseurs dans la gestion et les projets de la BAD.

Cette mobilisation de capitaux représente un signal fort pour le développement économique de l'Afrique, traduisant la capacité de la BAD à attirer des financements massifs pour stimuler la croissance et les projets structurants sur le continent.

Rombaut Kasongo

Coopération économique RDC-Emirats : deux accords de confidentialité formalisés



Les membres de délégation Congolèse à Abu Dhabi, 9 juillet 2025 (Ph.ECONAT).

C'est une étape importante pour la République Démocratique du Congo dans sa stratégie de diversification économique et de transformation de ses secteurs minier et énergétique.

À l'issue d'une mission de haut niveau menée par le Vice-Premier ministre, Ministre de l'Economie Nationale, Daniel Mukoko Samba, à Abu Dhabi, aux Emirats Arabes Unis, du 7 au 9 juillet 2025, deux accords de confidentialité ont été signés avec le groupe émirati NG9 Holding, ouvrant la voie à des investissements majeurs dans l'hydroélectricité et la transformation locale des minerais.

Ces projets structurants, portés par des entrepreneurs congolais, pourraient révolutionner l'économie nationale, tout en renforçant la position de la République Démocratique du Congo sur le marché mondial des minerais critiques.

Au terme des négociations, les deux accords de confidentialité ont été formalisés entre NG9 Holding, un groupe émirati multisectoriel de premier plan, et deux entreprises congolaises portant des projets d'envergure.

Kipay Energy : un ambitieux projet hydroélectrique et solaire. Le projet Sombwe-Fungurume vise à combler le déficit énergétique national. Avec une capacité totale projetée de 166 mégawatts, il comprend une centrale hydroélectrique dans le Haut-Katanga et une installation solaire à Fungurume (Lualaba). Ce double dispositif doit alimenter prioritairement les acteurs miniers tout en

améliorant l'accès à l'électricité pour les populations locales.

Buenassa : la première raffinerie de cuivre et cobalt 100 % congolaise. Ce projet révolutionnaire ambitionne de transformer localement les minerais stratégiques de la RDC, rompant avec l'exportation de matières brutes. En permettant une valorisation in situ du cuivre et du cobalt, Buenassa répond à l'objectif gouvernemental de capturer davantage de valeur ajoutée sur le territoire national.

Notons que la mission a bénéficié des services de la mission diplomatique résidente représentée, à son plus haut niveau, par Mme Marie Ndjeka Opombo, ambassadeur de la RDC auprès des Emirats Arabes Unis.

Willy Kilapi





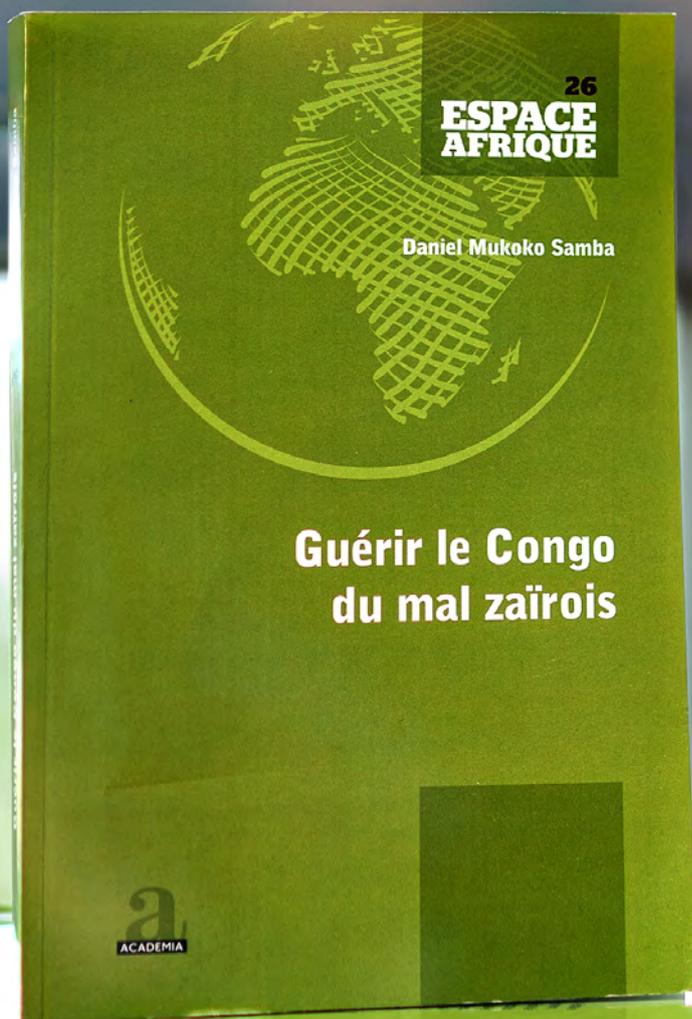
Plus qu'une banque,
**un vrai coup
de pouce.**

PROGRAMME 2023-2028



LES 6 ENGAGEMENTS MAJEURS DU PROGRAMME

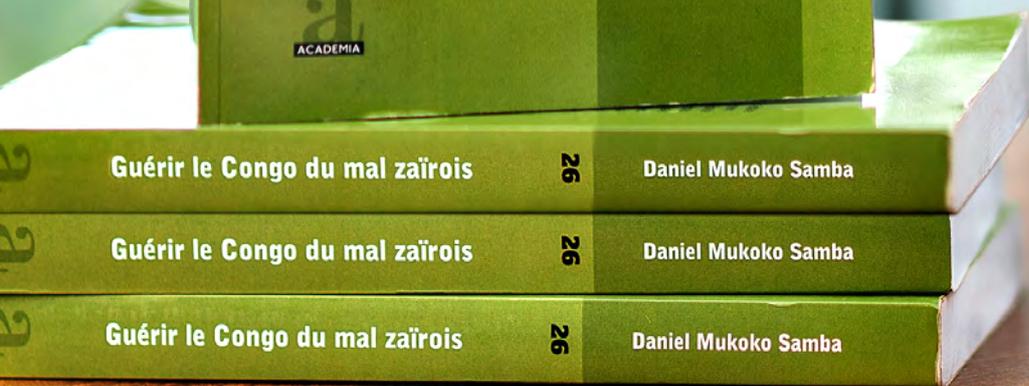
1. PLUS D'EMPLOIS
2. PLUS DE POUVOIR D'ACHAT
3. PLUS DE SÉCURITÉ POUR TOUS
4. UNE ÉCONOMIE PLUS DIVERSIFIÉE ET PLUS COMPÉTITIVE
5. PLUS D'ACCÈS AUX SERVICES DE BASE
6. DES SERVICES PUBLICS PLUS EFFICACES



Déjà
Disponible

Guérir le Congo du mal zaïrois

Par Daniel Mukoko Samba



Contactez: +243 851 942 018